

# PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

MWB

## ARRETE

n° **990741** du **22 AVR 1999** prescrivant la constitution de Garanties Financières pour la remise en état de la carrière exploitée par la Société MIGEON à BURNHAUPT-LE-HAUT aux lieux-dits "Rehhag" et "Hinterbohnfeld"

**LE PREFET DU HAUT-RHIN**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment ses articles 4-2 et 16-5 ;
- VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée, notamment ses articles 18, 23-3 à 23-7 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral du 15 décembre 1993 autorisant la SA MIGEON à exploiter une carrière, sur le territoire de la commune de BURNHAUPT-LE-HAUT, jusqu'au 3 février 1998 ;
- VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure de déposer un dossier de demande de renouvellement du 2 juillet 1998 ;
- VU le dossier en date du 19 novembre 1998 complété le 18 décembre 1998 par lequel la SA MIGEON sollicite l'autorisation de renouveler et d'étendre sa carrière de BURNHAUPT-LE-HAUT comportant notamment le plan des schémas prévisionnels d'exploitation et de remise en état et dans lequel sont produits les éléments en vue de déterminer les garanties financières pour la carrière susvisée ;
- VU les avis et proposition de l'Inspection des Installations Classées du 11 février 1999 ;
- VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de la réunion du 25 mars 1999 ;

**CONSIDERANT** que le délai d'instruction de la demande d'autorisation de renouvellement et d'extension déposée le 19 novembre 1998, et complétée le 18 décembre 1998, est incompatible avec l'objectif du décret du 5 janvier 1996 qui oblige les carrières régulièrement mises en service ou autorisées avant le 14 décembre 1995, à disposer de garanties financières pour la remise en état du site avant le 14 juin 1999 ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires, visant à préciser le montant des garanties financières, et les modalités de mise en oeuvre ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin ;

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
*Liberté - Égalité - Fraternité*

**ARRETE****Article 1<sup>er</sup> :**

Les dispositions du présent arrêté se substituent aux dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs qui leur seraient contraires.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 1993 sont complétées par celles figurant aux articles ci-après :

**Article 2 : Montant des garanties financières**

La SA MIGEON produira, au plus tard le 14 juin 1999, pour la carrière située aux lieux-dits " REHHAG et HINTER BOHNFELD" sur le territoire de la commune de BURNHAUPT LE HAUT , des garanties financières fixées comme suit :

**Montant des garanties (TTC)**

3 757 750 F

Les garanties financières doivent être maintenues jusqu'à la fin de la procédure définie à l'article 7 du présent arrêté.

**Article 3 : Actualisation du montant des garanties financières**

Modalités d'actualisation du montant des garanties financières.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

**Article 4 : Justification des garanties financières**

Les garanties financières seront constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées devra être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation d'exploiter au moins six mois avant son échéance.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article 23c de la loi du 19 juillet 1976.

**Article 5 : Appel aux garanties financières**

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'autorisation d'exploiter en matière de remise en état, après intervention des mesures prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976,
- soit après disparition juridique de l'exploitant et absence de remise en état conforme aux orientations de l'autorisation d'exploiter.

**Article 6 : Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation**

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 19 juillet 1976.

**Article 7 : Levée des garanties financières**

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspecteur des installations classées, et après avis du maire de la commune d'implantation de la carrière, le Préfet lève par voie d'arrêté, l'obligation de garanties financières.

**Article 8 : Fin d'exploitation**

Lorsque la carrière est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée. L'exploitant adresse au Préfet une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;
- le plan de remise en état définitif
- un mémoire sur l'état du site.

**Article 9 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le **22 AVR 1999**

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD



Pour ampliation  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Chef de Bureau :

  
Christian AULEN

**Délai et voie de recours (Art. 14 de la loi  
n° 76-663 du 19 juillet 1976)**

La présente décision ne peut faire l'objet  
d'un recours contentieux devant le Tribunal  
Administratif de STRASBOURG par le  
demandeur ou par l'exploitant que dans  
un délai de **deux mois** à compter de sa notification.